

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 10 NOVEMBRE 1905.

Proposition de loi complétant l'article premier de la loi du 27 septembre 1835
sur l'enseignement supérieur.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

A la séance de la Chambre du 22 avril 1904, notre regretté collègue M. Alois De Backer demanda à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique s'il entraînait dans ses intentions de remplacer l'article 5 de l'arrêté royal du 9 décembre 1849 sur l'organisation des universités de l'État par la disposition suivante : « *Les leçons sont données en langue néerlandaise à l'Université de Gand; en langue française à l'Université de Liège.* »

» *Les professeurs actuellement en fonctions qui, à l'ouverture de l'année académique 1905-1906, seront chargés d'enseigner à l'Université de Gand pourront être autorisés, sur leur demande, à continuer à donner leur enseignement en langue française.* »

Le 26 avril de la même année, le Ministre se borna à répondre :

« Une question aussi importante et aussi controversée ne peut être résolue par arrêté royal. »

M. le Ministre toutefois ne jugea pas à propos d'y ajouter ne fût-ce qu'un mot pour annoncer ou laisser espérer qu'il était disposé à suivre la voie législative pour résoudre cette question et à déposer un projet de loi réalisant la réforme salubre si vivement désirée par toute la Flandre intellectuelle et surtout par la jeunesse studieuse du pays flamand.

M. De Backer se vit donc contraint, pour donner suite à son projet, d'introduire une proposition complétant par le texte susdit l'article 1^{er} de la loi du 27 septembre 1835, révisée par la loi du 15 juillet 1849, sur l'organisation de l'enseignement supérieur.

Cependant, la maladie et bientôt la mort empêchèrent M. De Backer de déposer et de développer sa proposition.

Tous les Flamands en ressentirent une profonde douleur. Nous n'avons pas hésité à prendre la proposition pour notre compte.

Grâce à la disposition transitoire qu'elle contient, elle n'enrayera pas la marche de l'enseignement.

Quant au but à atteindre, il apparaît si juste, si raisonnable et si naturel, qu'on se demande avec stupéfaction comment, à l'Université de Gand, on a pu tolérer pendant à peu près soixante-dix ans la situation antidémocratique, antipédagogique et souverainement nuisible dont le peuple flamand se plaint avec raison.

Le texte du deuxième alinéa est si clair et si simple qu'il recevra l'approbation de tous ceux qui désirent voir régner une véritable égalité entre les deux fractions du peuple belge, de tous ceux aussi qui, animés de bonnes intentions à l'égard du peuple flamand, veulent lui fournir un moyen vraiment efficace pour arriver à son relèvement intellectuel et économique.

Pour bien faire ressortir combien la réforme que nous préconisons est désirable, nécessaire, nous ne saurions mieux faire que de reproduire ici en partie la requête que le « **Nationaal Vlaamsch Verbond** » adressa le 13 novembre 1903 à S. M. le Roi, comme suite au désir exprimé par le Souverain « *de voir célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'Indépendance de la Belgique par l'une ou l'autre grande réforme dont profiterait la Nation* ».

Voici cette requête :

« SIRE,

» Répondant aux souhaits Lui apportés par une députation du Sénat à l'occasion du premier jour de l'an, Sa Majesté exprima le vœu *de voir célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'Indépendance de la Belgique par l'une ou l'autre grande réforme dont profiterait la Nation*.

» Le peuple belge accueillit cette déclaration avec une joie respectueuse. Il y vit une nouvelle manifestation de la constante sollicitude pour son bien-être dont le Duc de Brabant avait déjà fourni au Sénat une preuve mémorable.

» Nous venons avec un profond respect exposer à Votre Majesté que la réforme devant parer à la nécessité la plus urgente et porter les meilleurs fruits serait *la réorganisation graduelle mais fondamentale; dans la partie flamande de la Belgique, de l'enseignement supérieur, au point de vue de la langue véhiculaire à employer pour cette branche capitale de notre enseignement officiel*.

» Dans le discours du Trône du 12 novembre 1878 aux Chambres législatives, Votre Majesté proclama avec raison que « la culture intellectuelle d'un peuple est plus que jamais, au temps présent, la source essentielle de sa prospérité », et que « si l'instruction générale élève et fortifie l'esprit des nations, l'enseignement spécial favorise l'essor des beaux-arts et fait progresser les professions qui se rattachent à l'agriculture, à l'industrie et au commerce ».

» Le peuple flamand, tout autant que Votre Majesté, est pénétré de la vérité que *la force de l'État réside tout entière dans la valeur morale et intellectuelle des citoyens*. C'est à regret toutefois que ce peuple doit constater que, lorsqu'il s'agit de la moitié flamande de la Nation, les idées élevées du Prince ont été jusqu'ici perdues de vue par les gouvernements qui, depuis 1830, se succédèrent au pouvoir : *l'organisation des deux universités de l'État, aussi bien celle de Gand que celle de Liège, est entièrement française*; des quatre conservatoires de musique qui sont à charge de l'État, seul celui d'Anvers se trouve réellement à la disposition du peuple flamand : au conservatoire de Gand, l'enseignement tout entier est donné en français, comme à Bruxelles et à Liège. Le français sert aussi de langue véhiculaire à l'Institut supérieur de commerce, et il n'existe pas en Flandre une école d'enseignement agricole supérieur.

» Toutes ces institutions sont, par suite du mépris de cette langue nationale, inopérantes pour la grande masse du peuple flamand et ne donnent pas, dès lors, les résultats qu'il est en droit d'en attendre. L'influence civilisatrice à exercer par cet enseignement ne se manifeste pas. L'enseignement supérieur n'est pas seulement utile au futur avocat, au médecin, au professeur, à l'ingénieur; ceux-ci, s'ils veulent remplir la mission leur assignée par leur éducation scientifique et leur position sociale, doivent pouvoir le distribuer à d'autres.

» Afin de remédier graduellement à cet état de choses funeste, ayant pour le peuple flamand les conséquences les plus graves, nous prenons la respectueuse liberté d'insister auprès de Votre Majesté pour qu'Elle veuille bien charger M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique de saisir immédiatement la Chambre des Représentants d'un projet de loi tendant à la réorganisation graduelle de l'Université de Gand dans un sens flamand, stipulant que cette réorganisation commencera à être appliquée au plus tard en 1905.

» Nous ne demandons donc pas l'érection d'une université nouvelle flamande, ni, par conséquent, des dépenses nouvelles considérables à charge du Trésor public; nous nous bornons à demander que l'on modifie la manière d'enseigner, en remplaçant par notre langue nationale la langue étrangère, employée jusqu'ici en Flandre comme langue véhiculaire de l'enseignement.

» A ne considérer que l'égalité qui doit nécessairement exister entre les deux fractions de la Nation belge, notre demande se trouve déjà suffisamment justifiée; elle puise toutefois sa plus grande force dans le fait incontestable que, de par son caractère français, l'Université de Gand, n'accomplit nullement et ne pourrait accomplir sa mission élevée vis-à-vis du peuple flamand et que, dès lors, elle n'a pas justifié les dépenses élevées que l'État a faites pour elle depuis la proclamation de notre indépendance nationale.

» Cette institution d'enseignement n'a cessé de limiter sa tâche à la formation professionnelle d'avocats, de notaires, de médecins, de pharmaciens, d'ingénieurs et de docteurs en philosophie et lettres : jamais elle n'a été ce que sont, d'après les idées modernes, les universités dans tous les autres pays : des foyers de civilisation et de progrès, répandant largement la

lumière et la vie, rayonnant sur toutes les classes de la société. Elle n'est ouverte qu'à une élite privilégiée, qui n'y est surtout attirée que par des calculs utilitaires; jamais elle ne put exercer son influence bienfaisante sur le peuple et la bourgeoisie; pour ceux-ci ne se réalisèrent jamais les paroles de Fouillée : *« c'est de la culture supérieure que le reste découle, comme l'eau fécondante descend des hauteurs »*.

» Cette situation lamentable est due au mépris des principes qui partout ailleurs président aujourd'hui à l'organisation de l'enseignement supérieur : *« c'est seulement dans notre siècle, dit le même auteur, que le développement de l'esprit national a fait disparaître l'usage d'écrire en latin et a élevé chaque langue aux honneurs de langue scientifique.*

» Partout surgissent des universités nationales, aucune des nations ne veut dépendre intellectuellement des autres ni reconnaître l'hégémonie d'autrui; chacune publie les travaux de ses savants dans sa propre langue nationale (1) ».

» Seul parmi les peuples libres, le peuple flamand est resté forcément étranger à ce mouvement général tendant à transformer l'enseignement supérieur conformément aux besoins de la Nation; seul, ce peuple est resté condamné à un état d'infériorité intellectuelle, et seul il est resté tributaire d'une nation étrangère. Seule sa langue, bien qu'elle réponde à toutes les exigences d'un enseignement scientifique, est négligée sous ce rapport, et, comme conséquence logique et inévitable, négligée aussi par les hommes de science dans leurs ouvrages et articles de revue destinés à vulgariser leurs études et leurs recherches.

» L'aversion aveugle et insensée que les classes dirigeantes nourrissaient contre la langue nationale de la Flandre pendant les premières années de notre indépendance fut le seul mobile de l'organisation irrationnelle et antipatriotique de l'enseignement supérieur dans cette partie du royaume. Le principe de l'égalité des langues qui a maintenant prévalu et a été solennellement consacré par la loi du 18 avril 1898 exige que l'on fasse disparaître également cette injustice révoltante d'un enseignement, flamand au degré inférieur, à moitié flamand au degré moyen, mais totalement français au degré supérieur, et qui, par conséquent, ne saurait être considéré comme le couronnement d'un ensemble parfaitement coordonné.

» Maintenir semblable organisation incohérente, continuer à ne pas se servir de la langue nationale pour la diffusion et la vulgarisation de la science, c'est écarter la jeunesse studieuse de la partie flamande de la Belgique, pour toujours et complètement, de l'enseignement supérieur, tel que le conçoivent les nations voisines : une œuvre civilisatrice qui ne peut s'accomplir que si l'on a recours à la langue de la très grande majorité de la population; elle doit donc s'accomplir en flamand pour la population flamande.

» Aussi longtemps que la situation actuelle perdurera, on enrayera,

(1) *L'enseignement au point de vue national*, par ALFRED FOUILLÉE, ancien maître de conférences à l'École normale supérieure. Paris.

on énervera les nobles efforts que la jeunesse flamande s'impose pour acquérir plus de connaissances et plus de science, et par contre-coup le peuple flamand continuera à se trainer péniblement sur le chemin du progrès et de la civilisation, privé d'une université nationale qui, comme un phare étincelant, devrait projeter de loin sa lumière bienfaisante.

» Quand la réalisation de notre vœu aura mis fin à la situation innaturelle dans laquelle, en matière d'enseignement, la race flamande s'est vainement débattue jusqu'ici, alors seulement elle sera à même d'accomplir la mission à laquelle l'ont destinée les qualités qui lui sont propres.

» La réforme demandée s'impose aujourd'hui plus impérieusement que jamais : en effet, la découverte d'un nouveau bassin houiller en Campine transformera une notable partie de la population agricole en travailleurs industriels et fera, dès lors, par suite d'une modification de la situation économique de cette contrée, mieux apprécier la connaissance de la langue nationale chez les hommes de science qui iront s'établir dans cette partie du pays.

» Votre Majesté partagera sans doute, comme nous, l'opinion du philosophe, pour lequel le progrès de la science était le but le plus noble de notre ambition et de nos efforts; il ne peut être contesté, en effet, que ceux qui s'efforcent d'étendre la puissance de l'humanité tout entière dans tous les domaines poursuivent le but le plus sage et le plus élevé, le règne de l'homme sur la nature étant entièrement basé sur les arts et les sciences. Nous nous permettons donc de nourrir l'espoir que Votre Majesté voudra bien accueillir favorablement le vœu du peuple flamand, dont nous nous faisons ici l'écho. Ce que nous désirons, c'est de voir élargir considérablement le champ d'action de la science, en lui ouvrant un domaine, en majeure partie inexploré pendant trois quarts de siècle, mais appelé à étaler de nouveau sa richesse naturelle, dès qu'il pourra être défriché d'après des règles rationnelles par les descendants d'une race qui, de tout temps, brilla dans tous les domaines des sciences et des arts quand il put donner un libre essor à ses facultés naturelles.

» Ce n'est pas le peuple flamand seul qui pourra se féliciter des conséquences salutaires de cette réforme équitable : la nation belge tout entière ne jouira dans toute sa plénitude du bien-être qu'elle peut produire que le jour où ses deux éléments, traités sur un pied d'égalité, sauront contribuer ensemble à la prospérité générale.

» Les expositions d'ouvrages scientifiques, organisées à diverses reprises par les congrès flamands de sciences et de médecine et par les congrès de juristes flamands, ont démontré péremptoirement l'excellence de la littérature scientifique néerlandaise et l'essor qu'elle a pris dans tous les domaines; elles ont prouvé en même temps le caractère scientifique de notre langue; ce caractère, personne ne le conteste encore, à moins qu'il ne veuille se délivrer à lui-même un brevet d'ignorance; aussi peu que l'on conteste que notre langue est parfaitement à même d'être la langue véhiculaire dans l'enseignement supérieur. Au surplus, comment pourrait-on le contester, alors qu'aux Pays-Bas la langue flamande est exclusivement la langue véhiculaire de l'enseignement à tous les degrés et pour toutes les matières? »

Les considérations développées dans la requête ci-dessus nous semblent péremptoires. Nous nourrissons donc l'espoir que les membres de la Chambre, se préoccupant uniquement du droit évident du peuple flamand et de son relèvement intellectuel, seront unanimes pour traduire sans retard en loi la proposition que nous avons l'honneur de soumettre au Parlement.

AD. DAENS.

WETSVOORSTEL.**PROPOSITION DE LOI.****EENIG ARTIKEL.****ARTICLE UNIQUE.**

Aan artikel 1 der wet van 27 September 1835, houdende inrichting van het hooger onderwijs, gewijzigd door de wet van 15 Juli 1849, worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« De lessen worden gegeven in de Nederlandsche taal ter hogeschool van Gent; in de Fransche taal ter hogeschool van Luik.

» De thans aangestelde professors die, bij den aanvang van het academisch jaar 1906-1907, ter hogeschool van Gent doceeren, kunnen, op hun verzoek, worden gemachtigd zich, voor hunne lessen, van het Fransch te blijven bedienen ».

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article premier de la loi du 27 septembre 1835 organisant l'enseignement supérieur, modifiée par la loi du 15 juillet 1849 :

« A l'université de Gand, les cours seront donnés en néerlandais; ils seront donnés en français à l'université de Liège.

» Les professeurs en fonctions qui, au début de l'année académique 1906-1907, enseigneront à l'université de Gand, pourront, sur leur demande, être autorisés à donner leurs cours, comme auparavant, en langue française ».

A. DAENS.

P. DAENS.

D^r J. PERSOONS.

PR. VAN LANGENDONCK.

J. VERHEYEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 NOVEMBER 1905.

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1 der wet van 27 September 1835
op het hooger onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In Kamerzitting van 22 April 1904 vroeg onze betreurde collega de Heer De Backer, aan den Heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs of hij voornemens was het huidig artikel 5 van het Koninklijk besluit van 9 December 1849 op de inrichting van Staatshoogescholen te vervangen door den volgende tekst : « *De lessen worden gegeven in de Nederlandsche taal ter hoogeschool van Gent; in de Fransche taal, ter hoogeschool van Luik.* »

» *De thans aangestelde leeraars die, bij den aanvang van het academisch jaar 1905-1906, ter Hoogeschool van Gent zullen doceeren, zullen, op hun verzoek, kunnen gemachtigd worden om zich, voor hun onderwijs, van het Fransch te blijven bedienen ».*

Den 26ⁿ April van hetzelfde jaar antwoordde de Minister kortweg dat « een zoo gewichtig en zoozeer betwist vraagstuk niet op te lossen is bij koninklijk besluit ». De Heer Minister achtte het echter niet gepast met een enkel woord het voornemen aan te kondigen of te laten verwachten, dat hij, om dat vraagstuk op te lossen, den welgevenden weg zou betreden en een wetsontwerp neerleggen ter verwezenlijking van de heilzame hervorming welke vurig wordt gewenscht door gansch het denkend Vlaanderen en vooral door de Vlaamsche studeerende jeugd.

De Heer De Backer zag zich aldus genoodzaakt zijn aangekondigd inzicht te verwezenlijken, namelijk voor te stellen artikel 1 der wet van 27 September 1835, gewijzigd door de wet van 15 Juli 1849 op de inrichting van het hooger onderwijs, aan te vullen met bovenstaanden tekst.

Tot de innigste spijt aller Vlamingen werd de Heer De Backer door ziekte en, helaas, weldra door den dood zelven verhinderd zijn voorstel in te dienen en toe te lichten.

Zonder aarzelen hebben wij het tot het onze gemaakt.

Stoornis in den gang van het onderwijs kan het voorstel niet verwekken, dank zij de overgangsbepaling dit het bevat.

Wat betreft het betrachte doel, zoo billijk, zoo redematig en natuurlijk blijkt het dat men zich met verbazing afvraagt hoe de anti-democratische, antipedagogische en hoogst nadeelige toestand waarover het Vlaamsche volk terecht klaagt, gedurende ongeveer zeventig jaarwerd geduld ter Staatshoogeschool van Gent.

De tekst van het tweede lid is zoo duidelijk en eenvoudig, dat hij zal worden goedgekeurd door allen die ware gelijkheid willen zien heerschen tusschen de twee deelen der Belgische natie; door allen ook die het welmeen en met het Vlaamsche volk en aan hetzelfde een wezenlijk doelmatig middel willen verschaffen tot stoffelijke en zedelijke opbeuring.

Om de wenschelijkheid, de noodzakelijkheid van de gevraagde hervorming in volle licht te stellen, kan ik niet beter doen dan hier gedeeltelijk over te nemen het vertoogsschrift dat den 15 November 1903 door het **Nationaal Vlaamsch Verbond** werd gestuurd aan Z. M. den Koning, als gevolg op den wensch door den vorst uitgedrukt om « *de vijf en zeventigste verjaring van België's onafhankelijk bestaan te zien viëren door de eene of andere groote hervorming ten bate der Natie* ». Het luidt :

« MAJESTEIT,

» De heilwensen van den Senaat beantwoordende Hem op nieuwjaarsdag door eene afvaardiging der Hooge Vergadering gebracht, gaf Uwe Majesteit den wensch te kennen, *de vijf en zeventigste verjaring van België's onafhankelijk bestaan te zien viëren door de eene of andere groote hervorming ten bate der Natie*.

» Die verklaring werd met eerbiedige vreugde onthaald door het Belgische volk, dat hierin eene nieuwe uiting zag van de gestadige bezorgdheid voor dezes welzijn waarvan de Hertog van Brabant in den Senaat reeds een heuglijk blijk gegeven had.

» Met allen eerbied komen wij aan Uwe Majesteit in overweging geven dat de hervorming welke in de dringendste behoefte zou voorzien en waarvan de vruchten het heilzaamst zouden wezen, *de trapsgewijze doch grondige herinrichting van het hooger onderwijs in Vlaamsch België zou zijn, met het oog op de te gebruiken voertaal voor dien tak, den gewichtigsten, van ons openbaar onderrichtswezen*.

» Terecht werd door Uwe Majesteit in de Troonrede den 12 November 1878 tot de Wetgevende Kamers gericht, verkondigd dat « ten huidigen » dage meer dan ooit de verstandelijke ontwikkeling van een volk de voor- » naamste bron zijner welvaart is, en dat, zoo het algemeen onderricht den » geest der natiën verheft en versterkt, het vakonderwijs de vlucht der » schoone kunsten begunstigt en de beroepen vooruithelpt, welke in verband » staan met den landbouw, de nijverheid en den handel. »

» Evenzeer als Uwe Majesteit is het Vlaamsche volk doordrongen van de waarheid, dat *de kracht van den Staat geheel berust op de zedelijke en verstandelijke waarde der Staatsburgers*. Met leedwezen moet dat volk, echter, vaststellen dat de verhevene denkbeelden van den Vorst tot heden toe uit het oog verloren werden door de regeeringen welke elkander sedert 1830 hier te lande opvolgden, als het de Vlaamsche helft der natie gold : *beide Staatshoogescholen zijn, trouwens, op gansch Franschen voet ingericht, zoowel die van Gent als die van Luik*; aan de vier muziekconservatoriums door de Regeering onderhouden, staat slechts één, het Antwerpsche, wezenlijk ten dienste van het Vlaamsche volk : in dat van Gent is gansch het onderwijs Fransch evenals te Brussel en te Luik. Het Fransch is ook de voertaal van het onderricht in het Hooger Handelsinstituut, en eene school voor hooger landbouwonderwijs bestaat in het Vlaamsche land niet.

» Al die instellingen zijn, dank aan het versmiden der landstaal, onbruikbaar voor de massa van het Vlaamsche volk en leveren, bijgevolg, voor hetzelfde geenszins de vruchten op waar het aanspraak mag op maken. Immers, de beschavingsinvloed die van dit onderwijs moet uitgaan, blijft achterwege : het hooger onderwijs is niet alleen nuttig aan den toekomenden advocaat, geneesheer, leeraar of ingenieur; deze moet het kunnen uitdeelen aan anderen, wil hij de rol vervullen waarvoor hij door zijne wetenschappelijke opleiding en zijn maatschappelijken stand aangewezen is.

» Om in dien hoogstbetreurenswaardigen toestand waarvan de nadeelige gevolgen voor het Vlaamsche volk onberekenbaar zijn, trapsgewijze verbetering te brengen, *nemen wij eerbiedvol de vrijheid Uwe Majesteit dringend te verzoeken aan den Heer Minister van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs in opdracht te geven, zonder verwijl ter Kamer der Volksvertegenwoordigers een wetsontwerp neer te leggen strekkende tot geleidelijke herinrichting, op Vlaamschen voet, van de Gentsche hoogeschool.*

» Wij vragen dus geene nieuwe Vlaamsche hoogeschool, dus ook geene nieuwe aanzienlijke uitgaven uit de Staatskas; slechts eene verandering van doceerwijze door aanwending der landstaal in vervanging der tot heden toe gebezigde vreemde spraak als voertuig van het onderwijs.

» Uit het standpunt der noodige gelijkheid tusschen beide deelen der Belgische natie, is onze vraag reeds voldoende gewettigd; maar deze ontleent hare grootste kracht aan de ontegensprekelijke waarheid, dat de Fransche Hoogeschool van Gent geenszins aan hare hoogere zending ten opzichte van het Vlaamsche volk beantwoord heeft of kon beantwoorden en, bijgevolg, de groote opofferingen niet gewettigd heeft welke de Staat zich te haren behoefte, sedert onze nationale ontvoogding, getroost heeft.

» Die onderwijsinrichting bepaalde zich tot den dag van heden tot de beroepsopleiding van advocaten, notarissen, geneesheeren, artseneijkundigen, ingenieurs en doctors in de wijsbegeerte en letteren, maar zij was nooit wat, volgens de hedendaagsche opvatting, de hoogeschoolen in alle andere landen zijn : brandpunten van beschaving en vooruitgang, warmte en licht in wijden kring verspreidende, gloeiende sakkels hare stralen doende doordringen in al de standen der omringende samenleving. Zij staat alleen ten

dienste eener kleine bevoorrechte keurbende welke er slechts of vooral heengedreven wordt door berekeningen van nuttigheidsbedoeling; maar de volksmassa en de burgerij mochten van harentwege nooit eenigen weldadigen invloed ondervinden; voor deze laatsten bleven de woorden van Fouillée onbewaarheid: « ⁽¹⁾ 't is uit de hoogere ontwikkeling dat alles » voortvloeit, zooals het berruchtende water uit de hoogten neerstroomt » . . .

» Die armtierige toestand is te wijten aan de miskennis der begrippen welke ten huidige dage tot grondslag dienen bij de inrichting van het hooger onderwijs bij alle andere volkeren: « ⁽²⁾ het is eerst in onze eeuw » zegt dezelfde schrijver « dat de ontwikkeling van den nationalen geest de » gewoonte heeft doen verdwijnen in het Latijn te schrijven, en iedere taal tot » wetenschappelijke taal verheven heeft ».

» « Overal ontstaan nationale hoogeschoolen; geen enkele natie wil op » geestelijk gebied van eene andere afhangen en hare heerschappij erkennen; » in ieder land worden de werken der geleerden in de moedertaal uitge- » geven. »

» Het Vlaamsche volk alléén, onder de onafhankelijke volkeren, werd vreemd gehouden aan die algemeene beweging tot vervorming van het hooger onderwijs in nationalen zin; dat volk alléén bleef onderdrukt tot eenen staat van verstandelijke minderheid en schatplichtig gehouden jegens eene vreemde natie. Zijne taal alléén wordt alhier verwaarloosd voor het wetenschappelijk onderwijs, waartoe zij nochtans aan alle vereischten beantwoordt en, natuurlijk en onvermijdelijk gevolg, ook voor het schrijven van boeken en bijdragen in tijdschriften, waarin de geleerden de vrucht hunner studiën en waarnemingen in ruimen kring mededeelen.

» De blinde, uit vooroordeel spruitende vijandigheid welke de regeerende standen jegens de volkstaal van Vlaanderen bezielde in de eerste jaren van ons onafhankelijk bestaan, was de eenige drijfveer tot de onredematige en onvaderlandsche inrichting van het hooger onderwijs in dat gedeelte des Rijks. Het begrip van taalgelijkheid dat thans de bovenhand gekregen heeft en plechtig gehuldigd werd door de wet van 18 April 1898, moet ook deze schreeuwende onrechtvaardigheid doen ophouden en tevens een verlamdend, ja, doodend gebrek aan samenhang doen verdwijnen uit een onderwijswezen waarvan het onderdeel Vlaamsch is, het middelste gedeelte nog ongeveer half Vlaamsch en het bovenste gansch Fransch en, bijgevolg, de bekrooning van een goed ineensluitend geheel niet kan genoemd worden.

» Het behoud van die onsamenhangende inrichting, de voortdurende verstooting der landstaal voor de uitdeeling en verspreiding van hoogere

(1) C'est de la culture supérieure que le reste découle, comme l'eau fécondante descend des hauteurs.

(2) C'est seulement dans notre siècle, que le développement de l'esprit national a fait disparaître l'usage d'écrire en latin et élevé chaque langue aux honneurs de langue scientifique.

Partout surgissent des universités nationales, aucune des nations ne veut dépendre intellectuellement des autres et ne veut reconnaître l'hégémonie d'autrui; chacune publie les travaux de ses savants dans sa propre langue nationale. L'enseignement au point de vue national, door ALFRED FOUILLÉE, ancien maître de conférences à l'École normale supérieure. Paris.

wetenschap, zal het voor de studeerende jeugd van Vlaamsch-België steeds onmogelijk maken hooger onderwijs ten volle te genieten, zooals het opgevat wordt in de naburige landen : een beschavingswerk, dat slechts kan verricht worden in de taal van de overgrootste meerderheid der bevolking : voor de Vlaamsche bevolking dus in het Vlaamsch.

» Ja, zoolang de huidige toestand voortduurt, zal de Vlaamsche jeugd zich belemmerd en verlamd voelen in hare edele strevingen naar hoogere kennis en diepere wetenschap en, bij weerslag, zal het Vlaamsch volk in zijn geheel met vertraagden stap en onder verdoofd schemerlicht voortstompelen op den weg van vooruitgang en beschaving, beroofd van de stralende vuurbakens welke overal elders door de nationale hoogeschole geleverd worden en de menigte weldadig beschijnen.

» De rol wartoe zijne natuurlijke begaafdheden het bestemden, zal het Dietsche volk eerst dan weder kunnen vervullen wanneer, door het inwilligen van onzen wensch, een einde zal gesteld wezen aan den onnatuurlijken toestand waartegen het op onderwijsgebied tot hiertoe vruchteloos worstelde.

» De gevraagde hervorming dringt zich thans meer nog dan vroeger op, sedert de ontdekking van nieuwe steenkoollagen in de Kempen, waarvan de de ontginning, een aanzienlijk deel der bevolking zal herscheppen van landbouwers tot nijverheidsverklieden en aldus, met eene verandering in den huishoudkundigen toestand van dat gewest, de waarde van de kennis der landstaal meer zal doen voelen bij de wetenschappelijk gevormde mannen die zich in dat deel des lands zullen gaan vestigen.

» Ongetwijfeld deelt Uwe Majesteit met ons in het gevoelen van den wijsgeer, die de bevordering der wetenschap als het edelste voorwerp van eerezucht en bezorgdheid op den hoogsten prijs stelde, omdat zij die werken om de macht van gansch het menschdom over alle dingen te vergrooten, ontegensprekelijk een wijzer en verhevener doel dan al het overige betrachten, en de heerschappij van den mensch over gansch de natuur heel en al berust op kunsten en wetenschappen. Welnu, die zekerheid laat ons de verblijdende hoop koesteren dat Uwe Majesteit den hier vertolkten wensch van het Vlaamsche volk niet onverhoord zal willen laten. Immers, het beoogde doel is, ten slotte, het arbeidsveld der wetenschap aanzienlijk uit te breiden door toevoeging van eenen grond welke sedert ongeveer de drie vierden eener eeuw grootendeels braak bleef liggen, maar waarvan de natuurlijke vruchtbaarheid opnieuw zal blijken zoodra hij *naar redematige, oordeelkundige regels* bewerkt wordt door de afstammelingen van een ras dat steeds, als het in het aanwenden zijner natuurmiddelen niet gedwarsboomd werd, uitblonk in alle vakken van menschelijke kennis en kunst.

» En het zal niet alleen het Vlaamsche volk zijn dat zich over de weldadige gevolgen van die billijke hervorming zal te verheugen hebben : neen, gansch het Belgische huisgezin zal eerst dan den vollen omvang genieten van het welzijn, tot het scheppen waarvan het de kracht bezit, als beide bestanddeelen, gelijkelijk behandeld, in gelijke mate ook zullen kunnen bijdragen tot de gemeenschappelijke welvaart.

» De tentoonstellingen van wetenschappelijke werken, herhaaldelijk ingericht naar aanleiding der Vlaamsche natuur- en geneeskundige Congressen en der Congressen van Vlaamsche rechtsgeleerden, hebben de degelijkheid en uitgebreidheid der Nederlandsche wetenschappelijke letterkunde in alle vakken afdoende bewezen. Tevens legden die uitstallingen getuigenis af voor het wetenschappelijk karakter onzer taal, karakter dat door niemand, die zichzelve niet wenscht een getuigschrift van onwetendheid toe te kennen, nog geloochend of betwijfeld wordt, evenmin als de volkomen geschiktheid derzelfde taal voor hooger onderwijs, hoedanigheid welke, overigens, onwedersprekelijk blijkt uit het feit dat zij in Nederland tot eenige voertaal dient aan gansch het onderwijs in alle graden en voor alle vakken. »

De in bovenstaand verzoogschrift uiteengezette redenen worden door de ondergeteekenden overtuigend geacht. Ook koesteren zij de hoop, dat de kamerleden, zich alleen bekommerende om het toekomstig heil, om de herleving van het Vlaamsch volk, zich als één man bij hen zullen aansluiten om dit hun voorstel spoedig tot wet te maken.

AD. DAENS.

WETSVOORSTEL.**PROPOSITION DE LOI.****EENIG ARTIKEL.****ARTICLE UNIQUE.**

Aan artikel 1 der wet van 27 September 1838, houdende inrichting van het hooger onderwijs, gewijzigd door de wet van 13 Juli 1849, worden de volgende bepalingen toegevoegd :

« De lessen worden gegeven in de Nederlandsche taal ter hoogeschool van Gent; in de Fransche taal ter hoogeschool van Luik.

» De thans aangestelde professors die, bij den aanvang van het academisch jaar 1906-1907, ter hoogeschool van Gent doceeren, kunnen, op hun verzoek, worden gemachtigd zich, voor hunne lessen, van het Fransch te blijven bedienen ».

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article premier de la loi du 27 septembre 1838 organisant l'enseignement supérieur, modifiée par la loi du 13 juillet 1849 :

« A l'université de Gand, les cours seront donnés en néerlandais; ils seront donnés en français à l'université de Liège.

» Les professeurs en fonctions qui, au début de l'année académique 1906-1907, enseigneront à l'université de Gand, pourront, sur leur demande, être autorisés à donner leurs cours, comme auparavant, en langue française ».

A. DAENS.

P. DAENS.

D^r J. PERSOONS.

PR. VAN LANGENDONCK.

J. VERHEYEN.